



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

miel

Question écrite n° 70098

## Texte de la question

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet \* attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur la destruction massive de colonies d'abeilles par deux substances actives, fipronil et imidaclopride. Elles sont respectivement mises en oeuvre dans les spécialités phytosanitaires Regent-TS et Gaucho dont l'inscription sera ou non mentionnée sur la liste des produits autorisés selon la directive européenne 91/414/CEE du 15 juillet 1991. Aussi, elle demande de bien vouloir lui signaler si des dispositions nouvelles vont être adoptées afin que ces substances, dangereuses à la fois pour l'environnement et les espèces sauvages, soient définitivement interdites sur le territoire français.

## Texte de la réponse

La suspension de la mise sur le marché de la spécialité Gaucho pour le traitement des semences de maïs est effective depuis le 25 mai 2004. De même, l'interdiction d'utilisation des produits phytopharmaceutiques à base de fipronil a été confirmée par l'arrêté ministériel du 19 avril 2005. Ces décisions ont été prises sur la base de l'article L. 110-1 du code de l'environnement relatif au principe de précaution. En 2004, dans le cadre de l'évaluation scientifique des substances actives phytosanitaires au niveau communautaire, les autorités françaises ont proposé de ne pas inclure le fipronil sur la liste des substances actives phytosanitaires autorisées au niveau communautaire compte tenu de préoccupations majeures pour l'environnement, les espèces sauvages (organismes aquatiques, oiseaux et mammifères sauvages) et plus spécifiquement l'entomofaune. L'autorité européenne de sécurité des aliments (AESA) est en train d'évaluer le dossier du fipronil et devrait rendre son avis à la Commission européenne pour le début de l'année 2006. L'imidaclopride, substance active du Gaucho, est également en cours de réévaluation au niveau communautaire. L'État membre rapporteur, l'Allemagne, a rendu en juin ses conclusions à l'AESA. Dans ces conditions, l'avis de l'agence européenne pourrait être disponible à la fin de l'année 2006. Au niveau français, l'enquête prospective multifactorielle animée par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, et mise en oeuvre par les services régionaux de la protection des végétaux et les directions départementales des services vétérinaires touche à sa fin. Les résultats de cette enquête pourraient être disponibles pour la fin de l'année 2005.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Nathalie Kosciusko-Morizet](#)

**Circonscription :** Essonne (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 70098

**Rubrique :** Agroalimentaire

**Ministère interrogé :** agriculture et pêche

**Ministère attributaire :** agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 12 juillet 2005, page 6731

**Réponse publiée le** : 11 octobre 2005, page 9426